

#2 Coups et blessures volontaires (sur personnes de 15 ans ou plus)

Cet indicateur reprend les faits enregistrés à l'index 7 de l'état 4001 (séries historiques suivies par le ministère de l'intérieur, voir la partie *Sources et Méthodes*), qui recense les « Coups et blessures volontaires criminels ou correctionnels » (CBV), à l'exception des coups et blessures ayant entraîné la mort, des coups et blessures contre mineurs de moins de 15 ans et des violences à dépositaires de l'autorité. À noter que cet indicateur retient uniquement les faits à caractère criminel ou correctionnel, ce qui exclut des faits considérés juridiquement comme relevant de simples contraventions : pour être prise en compte, l'atteinte devra ainsi soit entraîner une incapacité temporaire d'au moins 8 jours pour la victime, soit comporter une circonstance aggravante (auteur ascendant, conjoint ou ancien conjoint de la victime, victime vulnérable, notamment). La pratique des services de police et de gendarmerie a ainsi pu évoluer au cours du temps dans le recueil des plaintes.

Repères avec l'enquête de victimation « Cadre de vie et sécurité³ » : peu de victimes portent plainte

Pour tenir compte de la spécificité des violences domestiques et surtout pour assurer les conditions nécessaires de confidentialité de ce genre d'opération, le recueil des informations relatives aux violences physiques (hors situation de vol ou tentative de vol) est distinct dans l'enquête de victimation « Cadre de vie et sécurité » selon que l'auteur vit ou non sous le même toit que l'enquêté au moment de l'enquête. C'est cette distinction qui est à l'origine des statistiques de violences dites « hors ménage » ou « au sein du ménage » produites à partir de l'enquête. En outre, seules les personnes adultes et âgées d'au plus 75 ans peuvent remplir le questionnaire sur les violences « au sein du ménage ».

D'après l'enquête, selon les terminologies qui viennent d'être explicitées, en 2017, les violences physiques « hors ménage » ont touché 672 000 personnes parmi les 14 ans ou plus (1,3 % de la population de cette tranche d'âge). Les violences physiques « au sein du ménage » ont fait, quant à elles, en moyenne 305 000 victimes par an parmi les 18-75 ans (0,7 %) sur la période 2011-2017. Si l'on se restreint aux 18-75 ans pour lesquels l'interrogation sur les violences est complète, l'enquête « Cadre de vie et sécurité » permet d'établir qu'en moyenne, chaque année entre 2011 et 2017, 1 personne sur 45 a été victime de violences physiques.

Le profil des victimes dépend fortement du cadre dans lequel les violences se produisent. Les femmes sont largement majoritaires parmi les victimes de violences intrafamiliales, en particulier dans le cadre conjugal. D'après l'enquête « Cadre de vie et sécurité », sur la période 2011-2017, les violences physiques conjugales

³ Ces données sont issues du « Rapport de l'enquête *Cadre de vie et sécurité* », décembre 2018, SSMSI (disponible ici : <https://www.interieur.gouv.fr/Interstats/L-enquete-Cadre-de-vie-et-securite-CVS/Rapport-d-enquete-cadre-de-vie-et-securite-2018>).

– c’est-à-dire commises par un conjoint ou un ex-conjoint (époux, concubin, compagnon, petit ami) cohabitant ou non – ont fait en moyenne chaque année 267 000 victimes dont 187 000 femmes (70 %). En revanche, hors sphère intrafamiliale (c’est-à-dire hors conjoint, ex-conjoint ou membre de la famille, cohabitant ou non), les violences physiques (hors contexte de vol) touchent davantage les hommes que les femmes (respectivement 62 % contre 38 % des victimes de violences physiques hors sphère intrafamiliale). Enfin quel que soit le lien entre l’auteur et la victime, les jeunes apparaissent surreprésentés parmi les victimes de violences physiques déclarées dans l’enquête.

L’enquête « Cadre de vie et sécurité » révèle que la grande majorité des victimes de violences physiques ne signalent pas les faits aux forces de l’ordre. À peine 1 victime sur 4 pour les violences physiques hors ménage (moyenne sur la période 2015-2017) et 1 victime sur 10 pour les violences au sein du ménage (moyenne sur la période 2011-2017) déclarent avoir formellement déposé plainte dans un commissariat de police ou une brigade de gendarmerie.

En 2017, le nombre de victimes de violences physiques hors ménage mesuré dans l’enquête « Cadre de vie et sécurité » apparaît en légère hausse par rapport à 2016. Néanmoins, remis en perspective sur l’ensemble de la période couverte par l’enquête et relativement à la taille de la population, la prévalence des violences physiques hors ménage est depuis 2010 à un niveau plus faible que ce qui a été observé entre 2006 et 2009. En ce qui concerne les violences physiques au sein du ménage, il est difficile de dégager une tendance en raison de l’effectif relativement faible d’enquêtés concernés chaque année. Les données suggèrent néanmoins une relative stabilité de la proportion annuelle de victimes de violences physiques au sein du ménage. La hausse constatée depuis 2012 dans les données enregistrées par les forces de sécurité peut ainsi refléter une meilleure déclaration à la police et à la gendarmerie des violences physiques subies ainsi qu’une meilleure prise en compte de la parole des victimes au moment de l’accueil dans les services.

Coups et blessures volontaires enregistrés : accélération en 2018

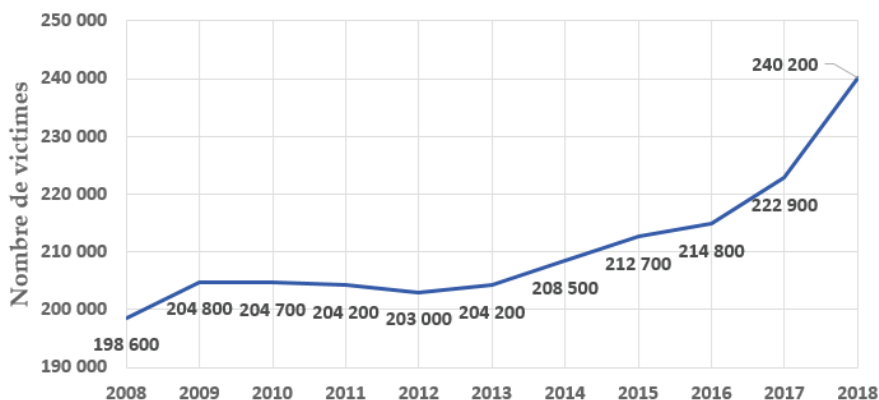
La hausse du nombre de victimes de coups et blessures volontaires (sur personnes de 15 ans ou plus) enregistrés en 2018 par les forces de l’ordre a été nettement plus forte (+8 %), que les cinq années précédentes (+2,2 % en moyenne annuelle entre 2013 et 2017). Le niveau dépasse 240 000 victimes, un point haut sur 10 ans (*figure 1*)⁴,

4 Depuis mars 2015, les forces de l’ordre enregistrent systématiquement dans leurs données les victimes même si elles ne portent pas formellement plainte, à partir du moment où l’atteinte est jugée suffisamment grave pour que l’administration judiciaire soit saisie : sont ainsi comptabilisées toutes les victimes dont l’identité a été transmise aux autorités judiciaires. Il en a résulté une hausse du nombre de victimes dans la série, qui a été rétropolée sur le passé (voir *Interstats Méthode* n°4).

les raisons de cette hausse pourront être explicitées en s'appuyant notamment sur la prochaine enquête CVS.

Le profil infra-annuel, en données trimestrielles corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables (voir *définitions*), est marqué par une très forte croissance (+9 %) au deuxième trimestre 2018 (*figure 2*).

1. Coups et blessures volontaires (sur personnes de 15 ans ou plus) : cumul annuel



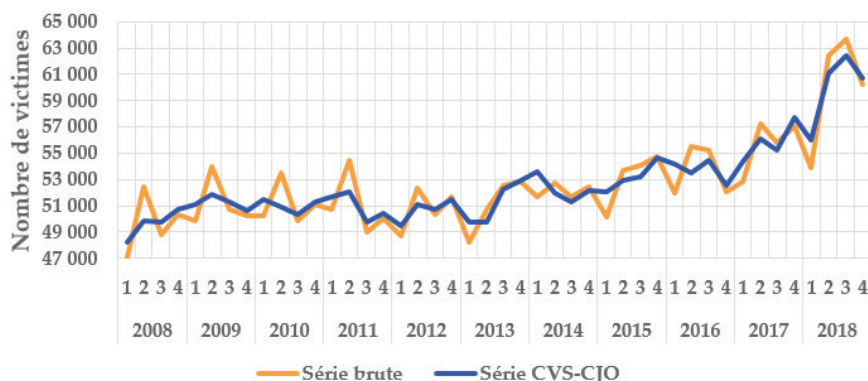
Champ : France métropolitaine.

Source : SSMSI, Base des crimes et délits enregistrés par la police et la gendarmerie.

Répartition territoriale : davantage de coups et blessures volontaires sur le pourtour méditerranéen, dans le bassin parisien et dans le Nord

Dans les zones rurales, les petites et moyennes agglomérations, le taux de coups et blessures volontaires enregistrés (nombre de faits pour 1 000 habitants) augmente avec la taille des unités urbaines : en moyenne, plus la ville est peuplée et plus le nombre de faits par habitant est élevé (*figure 3*). En revanche, les taux de CBV par habitant sont relativement proches entre les agglomérations de 50 000 à 100 000 habitants et les plus grandes agglomérations. Les écarts entre les zones les plus et les moins confrontées aux CBV vont de 1 à 3, alors qu'ils vont de 1 à 11 pour les vols avec arme ou encore de 1 à 55 pour les vols violents sans arme. Les communes rurales et les petites agglomérations sont donc relativement moins épargnées dans ce domaine.

2. Coups et blessures volontaires (sur personnes de 15 ans ou plus) : cumul trimestriel



Champ : France métropolitaine.

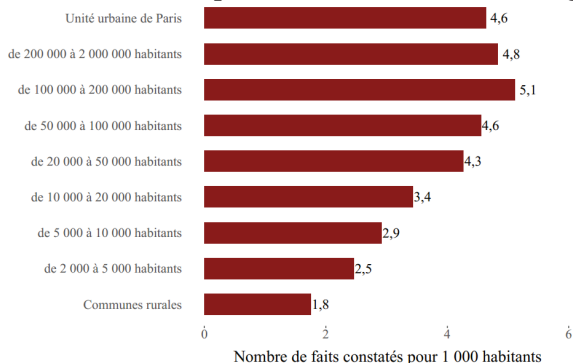
Source : SSMSI, Base des crimes et délits enregistrés par la police et la gendarmerie.

La région Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA), les Hauts-de-France et l'Île-de-France sont les trois régions présentant les plus forts taux de CBV par habitant, avec plus de 4 victimes enregistrées pour 1 000 habitants en 2018 (*figure 4*). Au niveau départemental, deux zones se distinguent pour leurs forts taux de CBV en 2018 : une première s'étalant de l'extrémité nord de la France jusqu'à l'Yonne en passant à l'Est du bassin parisien ; la seconde correspondant à l'essentiel du pourtour méditerranéen (*figure 5*). À cela s'ajoutent les départements du Rhône et du Doubs. En revanche, du Grand-Ouest jusqu'au centre méridional de la France, les forces de l'ordre ont enregistré moins de 3 faits pour 1 000 habitants en 2018.

Évolutions territoriales : une hausse sur l'ensemble du territoire

Entre 2017 et 2018, les coups et blessures volontaires sur les personnes de 15 ans ou plus enregistrés par les forces de sécurité ont augmenté dans la plupart des départements métropolitains, à l'exception de la Manche et du Loir-et-Cher (*figure 6*).

3. Nombre de coups et blessures volontaires (sur personnes de 15 ans ou plus) pour 1 000 habitants par taille d'unité urbaine, enregistrés en 2018



Champ : France métropolitaine.

Sources : SSMIS, Base des crimes et délits enregistrés par la police et la gendarmerie - Insee, recensement de la population.

4. Les coups et blessures volontaires (sur personnes de 15 ans ou plus) enregistrés dans les régions en 2018

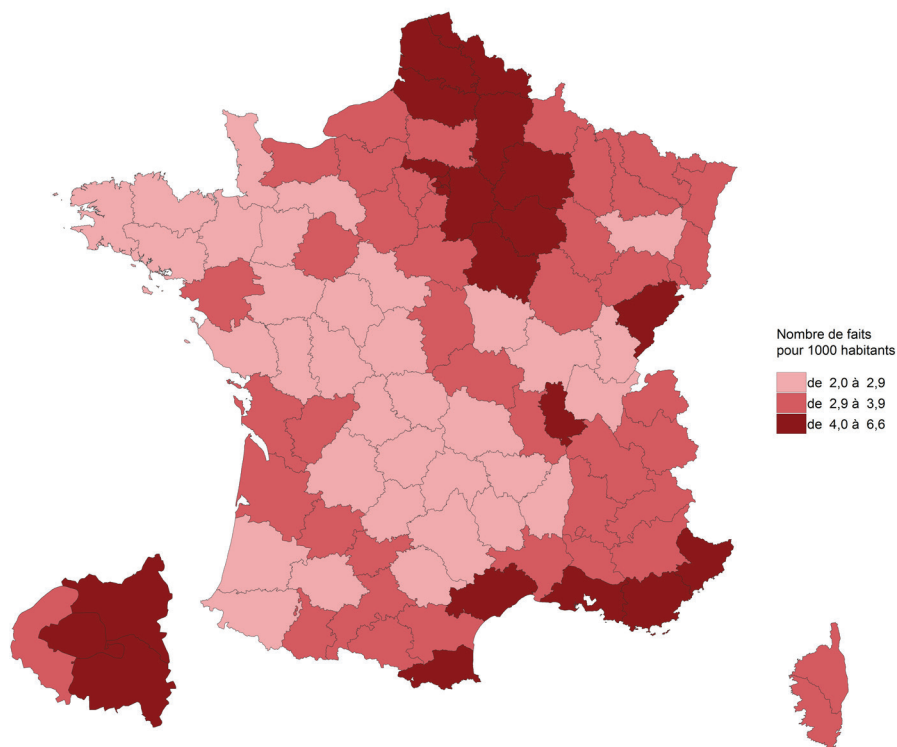
Région	Évolution entre 2017 et 2018 en %	Taux pour 1 000 habitants en 2018	Taux pour 1 000 habitants sur les 3 dernières années
PACA	11,7	4,7	4,4
Hauts-de-France	8,9	4,6	4,3
Île-de-France	5,1	4,5	4,3
Occitanie	7,2	3,6	3,4
Grand-Est	5,6	3,6	3,4
Bourgogne-Franche-Comté	7,5	3,4	3,2
Auvergne-Rhône-Alpes	12,0	3,4	3,1
Normandie	7,5	3,3	3,1
Corse	9,0	3,2	3,1
Centre-Val de Loire	7,8	3,2	3,0
Nouvelle-Aquitaine	8,9	3,0	2,8
Pays-de-la-Loire	7,7	2,9	2,7
Bretagne	4,0	2,7	2,5

Champ : France métropolitaine.

Note : par ordre décroissant du taux pour 1 000 habitants en 2018.

Sources : SSMIS, Base des crimes et délits enregistrés par la police et la gendarmerie - Insee, recensement de la population.

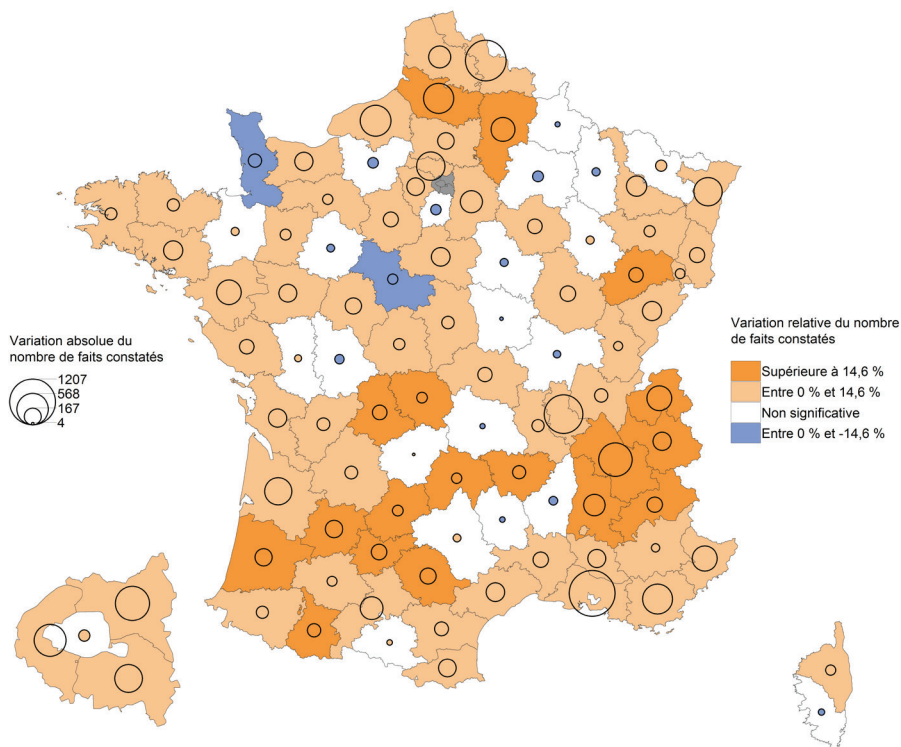
5. Nombre de coups et blessures volontaires (sur personnes de 15 ans ou plus) enregistrés pour 1 000 habitants par département en 2018



Champ : France métropolitaine.

Sources : SSMSI, Base des crimes et délits enregistrés par la police et la gendarmerie – Insee, recensement de la population.

6. Evolution du nombre de coups et blessures volontaires (sur personnes de 15 ans ou plus) enregistrés par département, entre 2017 et 2018



Champ : France métropolitaine.

Note de lecture : En 2018, les CBV ont baissé dans la Manche par rapport à 2017. À Paris, leur nombre a augmenté mais avec une ampleur trop faible pour que cette évolution soit statistiquement significative (voir *Sources et Méthodes* pour davantage d'information).

Sources : SSMSI, Base des crimes et délits enregistrés par la police et la gendarmerie – Insee, recensement de la population.

Les victimes connues des forces de sécurité : le poids des violences intrafamiliales

En 2018, près de 221 000 personnes de quinze ans ou plus ont été enregistrées comme victimes de coups et blessures volontaires par la police et la gendarmerie en France métropolitaine, ce qui représente 4 victimes pour 1 000 habitants. Plus de la moitié (55 %) des victimes enregistrées sont des femmes. Ces dernières sont plus exposées que les hommes à ce type de violence à l'âge adulte, tandis que les garçons mineurs sont plus concernés que les filles (*figure 7*) : les jeunes hommes sont particulièrement touchés dans l'enfance avec un pic à 16 ans (en 2018 près de 8 garçons de 16 ans victimes pour 1 000 de cet âge). Les filles deviennent à partir de 18 ans tout autant exposées à ces violences, qui culminent dans leur vingtaine : à chaque âge entre 22 et 32 ans, 9 à 10 femmes sur 1 000 sont enregistrées comme victimes de coups et blessures en 2018. L'exposition à ces violences décroît lentement, à partir de 18 ans pour les hommes, de 33 ans pour les femmes. A 52 ans, environ 3 femmes sur 1 000 de cet âge sont victimes ; cette proportion est alors identique pour les hommes.

Parmi les victimes enregistrées, 44 %, soit plus de 100 000 victimes, ont subi ces violences dans la sphère familiale ; dans neuf cas sur dix il s'agit alors de violences conjugales. Les femmes sont les plus exposées : 85 % des victimes de violences intrafamiliales et 87 % des victimes de violences conjugales sont des femmes. Les violences intrafamiliales touchent les femmes de tous âges. Cependant du fait des violences intraconjugales, elles sont davantage touchées à partir de l'âge où elles commencent à être en couple : entre 20 et 50 ans, 70 % des femmes victimes de violences subissent ces violences de la part de leur conjoint.

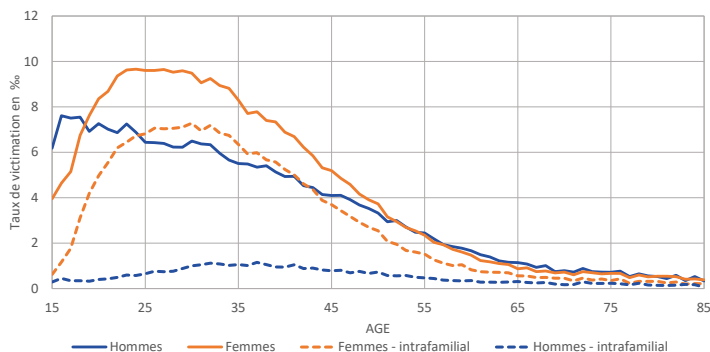
Les hommes sont moins souvent que les femmes victimes des violences intrafamiliales aux âges adultes : entre 30 et 42 ans, environ 1 homme sur 1 000 hommes de ces âges est enregistré comme victime par la police ou la gendarmerie.

Des auteurs présumés dans toutes les tranches d'âge

En 2018, près de 160 800 personnes ont été mises en cause (*définitions*) par les forces de sécurité pour des crimes ou délits de coups et blessures volontaires contre des personnes de 15 ans et plus (*figure 8*), soit une augmentation de 1,6 % par rapport à 2017. Ces personnes sont à 84 % des hommes, et elles se répartissent dans toutes les tranches d'âge de 13 à 59 ans, avec une nette surreprésentation des 18-44 ans.

Plus de quatre auteurs présumés sur cinq (85 %) sont de nationalité française. Quant aux étrangers mis en cause pour ce type de fait, ils ont en majorité une nationalité d'un pays d'Afrique (*figure 9*) : ces nationalités regroupent 9 % des mis en cause, alors qu'elles représentent 3 % de la population vivant en France.

7. Part des individus victimes de coups et blessures volontaires (sur personnes de 15 ans ou plus) pour 1 000 habitants de même sexe et âge en 2018



Champ : France métropolitaine.

Note de lecture : sur 1 000 femmes âgées de 27 ans, 10 ont été enregistrées par les forces de sécurité comme victimes de coups et blessures volontaires, et parmi elles, 7 les ont subis dans la sphère familiale.

Sources : SSMSI, Base des victimes de crimes et délits 2018, données provisoire – Insee, estimations de population (résultats provisoires à fin 2017).

8. Nombre de personnes mises en cause pour coups et blessures volontaires (sur personnes de 15 ans ou plus) en 2018, par sexe et par âge

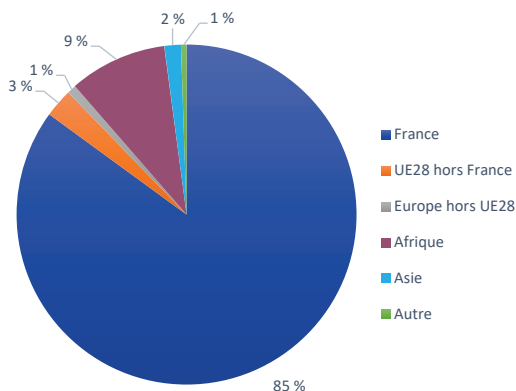
	Femmes mises en cause	Hommes mis en cause	Ensemble des mis en cause	Part des hommes parmi les mis en cause	Répartition des mis en cause par classes d'âges	Répartition de la population par classes d'âges
Moins de 13 ans	204	1 107	1 311	84 %	1 %	16 %
13 à 17 ans	3 629	14 457	18 086	80 %	11 %	6 %
18 à 29 ans	7 008	42 122	49 130	86 %	31 %	14 %
30 à 44 ans	8 637	48 128	56 765	85 %	35 %	19 %
45 à 59 ans	4 343	23 327	27 670	84 %	17 %	21 %
60 ans et plus	1 125	6 666	7 791	86 %	5 %	24 %
Total des personnes mises en cause	24 946	135 807	160 753	84 %	100 %	100 %

Champ : France métropolitaine.

Note de lecture : En 2018, 160 753 personnes ont été mises en cause par les forces de sécurité pour des crimes ou délits de coups et blessures volontaires contre des personnes de 15 ans ou plus. 84 % sont des hommes et 35 % ont entre 30 et 44 ans. 19 % de la population de France métropolitaine a entre 30 et 44 ans.

Sources : SSMSI, Base des auteurs de crimes et délits 2018, données provisoires – Insee, estimations de population (résultats provisoires à fin 2017).

9. Nationalité des personnes mises en cause pour coups et blessures volontaires (sur personnes de 15 ans ou plus) en 2018



Champ : France métropolitaine.

Note de lecture : 85 % des personnes mises en cause par la police ou la gendarmerie en 2018 pour des crimes ou des délits de coups et blessures contre des personnes de 15 ans ou plus ont une nationalité française.

Sources : SSMSI, Base des auteurs de crimes et délits 2018, données provisoires.

Définitions

• CVS-CJO

La correction des variations saisonnières et des jours ouvrables (CVS-CJO) est un traitement statistique de la série brute (i.e. initiale) qui vise à en éliminer les composantes cycliques (saisonnalité, nombre de jours ouvrables, année bissextile) pour permettre de mieux discerner son évolution fondamentale (tendance et chocs conjoncturels, notamment). La désaisonnalisation est effectuée sur la série mensuelle, et la série trimestrielle CVS-CJO est obtenue par cumul de la série mensuelle désaisonnalisée. La série annuelle cumule les données mensuelles brutes sur l'année civile.

• Mise en cause

Les forces de sécurité, police et gendarmerie, sont chargées quand elles constatent (ou qu'on leur signale) un crime ou un délit, d'en rechercher les auteurs sous l'autorité des parquets. Quand, dans le cadre de leur enquête, elles auditionnent une

personne et que des indices graves ou concordants rendent vraisemblable qu'elle ait pu participer comme auteur ou complice à la commission d'un crime ou d'un délit, elles signalent l'identité de cette personne aux autorités judiciaires. On considère dans ce cas que cette personne est « mise en cause ». La notion de mis en cause utilisée ici est donc plus restrictive que l'usage courant, qui désigne toute personne soupçonnée à un moment donné d'avoir participé à la réalisation d'une infraction. C'est la justice qui déterminera, ultérieurement, si une personne est ou pas l'auteur effectif de l'infraction : ne sont retracés ici que les résultats de l'enquête menée par les forces de sécurité.

- **Taux de victimation**

Le « taux de victimation » est le rapport entre le nombre de victimes appartenant à une catégorie de population et la population totale de cette catégorie. Il est le plus souvent exprimé pour 1 000 habitants.

- **Victimation**

Étude des phénomènes délinquants qui s'intéresse en premier lieu à la personne des victimes. La méthode la plus fiable pour mesurer la victimation est la réalisation d'enquêtes auprès de la population, dites « enquêtes de victimation », au cours desquelles on demande aux individus s'ils ont été victimes d'atteintes à leurs biens (vols, dégradations, etc.) ou à leur personne (agressions, insultes, violences, etc.). La principale enquête de victimation en France est l'enquête « Cadre de Vie et Sécurité ».

Pour en savoir plus

- SSMSI, « Rapport d'enquête « Cadre de vie et sécurité » 2018 », Décembre 2018 (<https://www.interieur.gouv.fr/Interstats/L-enquete-Cadre-de-vie-et-securite-CVS>)
- SSMSI, « Une majorité de très jeunes hommes parmi les personnes mises en cause par les forces de sécurité », Interstats Analyse N° 12, Janvier 2016
- Greffet P., « En 20 ans, plus de personnes mises en cause pour coups et blessures, moins pour vols à main armée », Interstats Analyse N°11, Janvier 2016
- Ribon O., « Moins de cambriolages le dimanche, mais plus d'infractions violentes pendant le week-end », Interstats Analyse N°13, Juin 2016
- Turner L., « Les jeunes sont plus souvent victimes de violences physiques et sexuelles et de vols avec violence », France Portrait Social, Insee Références - Édition 2016

- SSMSI, « Les faits de coups et blessures volontaires enregistrés par les forces de sécurité : une partie seulement du phénomène », Interstats Analyse N°8, Janvier 2016
- Rizk C., « Éléments de profil des hommes et des femmes de 18 à 75 ans ayant déclaré avoir été victimes de violences physiques ou sexuelles sur deux ans par conjoint cohabitant », Repères n°31, mars 2016, ONDRP